

Pourquoi la science a besoin d'une politique

La création en France d'une agence de moyens indépendante pour gérer le fonds dédié à la recherche et à la formation de chercheurs était indispensable.

Yves Gingras

En 1901 fut créée en France une Caisse des recherches scientifiques, mais les chercheurs sont demeurés insatisfaits des maigres ressources disponibles. Au début des années 1930, le physicien Perrin obtint un budget pour le recrutement de jeunes chercheurs, la modernisation des laboratoires, ainsi que la création du Conseil supérieur de la recherche scientifique en 1934. En 1936, Léon Blum fonda le premier Secrétariat d'État à la recherche scientifique et y nomma Irène Joliot-Curie. Quelques mois plus tard, Perrin lui succéda et posa les fondations du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Celui-ci fut institué par décret le 19 octobre 1939.

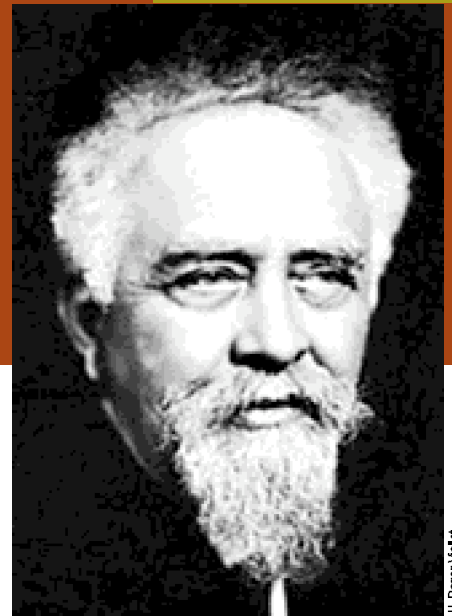
Ce court rappel historique souligne l'importance des décisions politiques dans l'organisation de la recherche. Une politique de la recherche vise à procurer au pays les moyens d'assurer le développement des recherches dans tous les domaines du savoir, tout en définissant des secteurs prioritaires. Cela implique une vision cohérente de l'ensemble des maillons de la chaîne de production et d'application des savoirs (du secondaire à l'université), jusqu'à leur diffusion dans la société, à travers les programmes d'enseignement, les musées et les médias de masse (notons que Jean Perrin a aussi créé, à Paris, le Palais de la découverte).

Une telle politique mobilise des institutions nombreuses et diverses : lycées, universités, centres de recherche nationaux, sociétés savantes, etc. La diversité des acteurs rend les politiques de la recherche difficiles à construire et à mettre en œuvre : ces politiques sont transversales tandis que la plupart des tâches ministérielles, comme l'économie, la famille, l'éducation, l'immigration, sont sectorielles.

Certes l'argent demeure le nerf de la guerre : il sert à former des chercheurs compétents et à leur donner les moyens de leurs ambitions, en termes d'équipements et d'environnement matériel et intellectuel. Mais le cadre organisationnel et même juridique de la recherche importe aussi. Il faut en outre tenir compte du contexte international : la science n'a pas de frontières et les chercheurs sont plus mobiles que les travailleurs peu qualifiés. Par exemple, les choix politiques concernant la recherche sur les cellules souches amènent des chercheurs à changer de pays pour poursuivre leurs travaux. Enfin il faut garantir une certaine autonomie de la recherche.

Pour concilier toutes ces exigences, la plupart des pays se sont dotés d'agences, administrées de façon indépendante par un Conseil composé d'une majorité de chercheurs. Sur ce plan, la France faisait figure d'exception : le CNRS et la plupart des organismes publics de recherche sont placés sous la tutelle du Ministre de la recherche ; les universités sont peu autonomes ; le pays est très centralisé... Depuis deux ans toutefois, la recherche française est en crise. Parmi les mesures prises pour résoudre cette crise, une Agence nationale de la recherche (ANR) a été chargée en février 2005 de sélectionner et financer des projets de recherche. Elle comble un vide important, mais elle a déclenché des réactions mitigées.

On a imaginé par exemple que l'ANR n'était qu'une façon détournée d'affaiblir la recherche fondamentale. Il faudrait au contraire la prendre au sérieux en lui indiquant la voie à suivre : celle des agences autonomes déjà en place à l'étranger depuis longtemps. J'ai moi-même siégé six années au sein d'un tel organisme dédié aux



H. Roger-Vollet

Jean Perrin (1870-1942), prix Nobel en 1926, contribua à créer le CNRS.

sciences sociales : le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Je peux assurer qu'une telle agence défend les intérêts des chercheurs. Son président effectue un travail permanent de sensibilisation auprès des élus et des ministres. Il influence parfois la préparation du budget du ministre des Finances en faisant valoir l'importance de la recherche scientifique pour la bonne compréhension des sociétés.

Les membres du conseil d'administration se réunissent régulièrement pour établir les priorités concernant les politiques et les programmes et pour répartir les budgets. Les règles de fonctionnement doivent être transparentes, et un système rigoureux d'évaluation par les pairs doit être mis en place. Cela a été fait au sein de ces organismes à l'étranger.

À moins de croire à une sorte d'exception française, il y a lieu de penser que les chercheurs s'habitueront à remplir les formulaires de demandes d'octroi, comme le font leurs collègues européens, américains et canadiens, et sauront profiter des commentaires sur leurs projets, même lorsque ceux-ci sont négatifs !

Yves Gingras est professeur à l'Université du Québec à Montréal.

Y. Gingras, *Éloge de l'homo technologiste*, éditions Fides, 2005.

Y. Gingras, P. Keating, C. Limoges, *Du scribe au savant*, PUF, 2000.